



Conclusion

La France traverse la phase la plus aiguë d'une crise politique ouverte depuis plus de trente ans. *Krisis*, en grec, signifie «jugement», «décision»; au risque de prêter à confusion, on pourrait écrire que si la crise dure depuis si longtemps, c'est que la France n'arrive pas à fixer la direction qu'elle veut prendre. Mais un pays ne choisit pas son destin à l'issue d'une délibération collective et rationnelle, pas plus qu'il ne confie son avenir à des dominants éclairés qui décident pour lui. En France comme ailleurs, ce sont les rapports de force sociopolitiques qui déterminent la trajectoire économique et institutionnelle, tout en étant en retour modifiés par elle. Si la France hésite sur le chemin à suivre, c'est à cause de l'absence d'un bloc social dominant; à savoir d'une alliance sociale fédérée par une action publique qu'elle est en mesure de valider politiquement.

La sortie de crise ne correspond pas à un résultat souhaitable en soi, car elle produira une nouvelle définition de la frontière qui sépare les groupes sociaux intégrés dans le bloc dominant (et donc protagonistes actifs de l'échange entre soutien et politiques publiques) des groupes dominés, dont les intérêts seront sacrifiés. Ainsi, la sortie de crise ne sera pas un événement qui bénéficiera à chacun: les gagnants et les perdants seront désignés par les modalités précises de la sortie de crise, c'est-à-dire par le profil du nouveau bloc dominant.

Un tel dénouement est cependant une nécessité fonctionnelle du système politique, qui ne peut se reproduire en état de crise permanente; en même temps, la recherche d'une solution est un effet du fonctionnement du politique, qui résulte de la combinaison des efforts accomplis par les acteurs en situation de force pour préserver leurs positions, et des tentatives des acteurs en position marginale pour profiter des opportunités offertes par la crise. Ainsi, même s'il est difficile de pronostiquer quelle solution s'imposera et dans quel délai, il ne faut pas voir dans la crise une phase «chaotique» qui échapperait à tout essai d'interprétation théorique.

Dans la crise française s'affrontent plusieurs projets politiques, qui constituent autant d'hypothèses

de sortie de crise que nous avons analysées. Chacun de ces projets propose une stratégie de politique économique particulière et joue ses chances sur la capacité d'agrèger une alliance sociale dominante. En même temps, et de manière plus significative, chaque projet est porteur d'un programme de réformes «structurelles» qui concerne les institutions propres au modèle économique et social français; cela est une conséquence logique de la durée et de la gravité de la crise.

Il est en effet certain, et ce depuis longtemps, qu'à l'intérieur du cadre existant aucun projet politique ne s'imposera durablement aux autres: l'architecture institutionnelle française se révèle incompatible avec la formation d'un nouveau bloc dominant. Cette impossibilité, plusieurs fois constatée depuis les années 1980, implique un élargissement progressif du conflit politique à des sphères auparavant «pacifiées» par des compromis institutionnalisés, et explique que la crise politique soit inséparable des tentatives de «réformer» le modèle économique et social français. Seule la prise en compte de leur dimension politique, c'est-à-dire de leur répercussion sur la structuration du conflit social, permet de rendre compte des projets, divers et variés, de réforme du modèle français qui caractérisent le débat depuis au moins quatre décennies. En fonction des changements institutionnels qui prévaudront, la définition de l'espace de médiation entre les intérêts socioéconomiques variera, tout comme les chances qu'une alliance sociale a de s'imposer en bloc dominant.

La trajectoire du Parti socialiste est éclairante de ce point de vue: elle ne peut se comprendre qu'en mettant en relation l'ambition de «moderniser» le capitalisme français et la recherche d'une base sociale nouvelle, cohérente avec une telle ambition. Cette grille de lecture aide à la fois à saisir pourquoi le Programme commun et les 110 propositions, qui avaient conduit à la victoire de Mitterrand, ont disparu du paysage politique dès le début des années 1980, et d'identifier les raisons pour lesquelles toutes les expériences de gouvernement de la gauche se sont conclues (en 1986, 1993, 2002 et... 2017) par des échecs politiques retentissants. Le choix socialiste d'opter pour une «modernisation» qui implique une transformation néolibérale au moins partielle du modèle français ne correspond pas aux attentes d'une partie importante du bloc social de gauche. La tentative de légitimer ce choix par des «contraintes» européennes que le Parti socialiste a en réalité largement contribué à définir a produit logiquement et progressivement un rejet de la construction européenne particulièrement fort parmi les classes populaires salariées. Cependant, en partie à cause des institutions de la V^e République, qui font obstacle à une modification des alliances politiques, le Parti socialiste n'a jamais pu trouver le socle électoral ajusté à ses ambitions «réformistes»: dès la première victoire de Mitterrand jusqu'à l'élection de Hollande, c'est le soutien du bloc de gauche traditionnel qui lui a permis d'accéder au pouvoir. Un soutien obtenu grâce à des promesses copieusement trahies par l'action de gouvernement, ce qui est une conséquence de la contradiction entre la ligne politique et idéologique dominante dans le parti et les attentes de sa base électorale.

Pendant longtemps, en parallèle à la recherche infructueuse d'une «nouvelle gauche» majoritaire dans le pays, le Parti socialiste a essayé de gérer la contradiction en menant en priorité des réformes néolibérales qui n'entamaient pas immédiatement le potentiel d'unification du bloc de gauche, même si, à terme, elles étaient destinées à déstabiliser ce dernier. À l'encontre de l'idée reçue d'un modèle économique et social qui serait impossible à réformer, nombre de changements institutionnels ont été accomplis depuis les années 1980, pour la plupart par des gouvernements dominés par le Parti socialiste : loi bancaire, libéralisation des marchés financiers, marché unique... Mais ces réformes se bornaient à des sphères institutionnelles, comme le marché des produits et le secteur financier, qui n'étaient pas en prise directe avec les demandes provenant du bloc de gauche.

Cette stratégie était appelée, tôt ou tard, à rencontrer une limite. En 2012, la seule façon, pour Hollande, de poursuivre le mouvement était de s'attaquer à des domaines centraux dans les attentes des classes populaires salariées: en l'occurrence le Code du travail et, plus globalement, la relation salariale. Les lois Macron et surtout El Khomri ont représenté un approfondissement de la stratégie

socialiste, mais qui correspond aussi à un changement qualitatif par rapport à la dynamique antérieure: pour la première fois, sous la présidence Hollande, le Parti socialiste a gouverné en s'opposant ouvertement et frontalement aux attentes les plus structurantes d'une fraction fondamentale du bloc de gauche. Les interventions sur le marché du travail, couplées au CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) et aux pactes divers (compétitivité, responsabilité, stabilité, etc.), découlent d'une stratégie délibérément pro-patronale, qui ne se donne même pas les apparences d'un donnant-donnant, comme du temps de Lionel Jospin, où la réduction de la durée légale du travail à 35 heures avait été accordée «en échange» de la «loi sur les nouvelles régulations économiques» signée par Dominique Strauss-Kahn.

Cette stratégie économique «réformatrice» a impliqué pour le PS un changement dans sa tactique d'alliance politique, qui a mené à un rétrécissement progressif de la majorité présidentielle. Les gouvernements nommés par Hollande ont progressivement perdu le soutien actif des Verts et de l'aile gauche du PS sans parvenir à agréger autour d'eux d'autres forces politiques significatives. Le gouvernement Valls n'a finalement pu se maintenir au pouvoir que grâce à la pusillanimité des «frondeurs», qui auraient pu le faire tomber par une motion de censure. Frondeurs à qui Hollande ne reprochait en fait que d'être opposés à la ligne économique qu'il avait choisie : « *Moi, ce que je veux, c'est rester sur la même ligne, en élargissant* », déclarait-il ainsi à deux journalistes auteurs d'un (très mauvais) livre d'entretiens qui fit scandale à sa parution. Mais d'élargissement (de la majorité présidentielle) il n'y eut point, à l'exception de quelques individualités politiquement insignifiantes.

La trajectoire du PS se termine donc dans une impasse. La mise en cohérence entre la volonté de «modernisation» du modèle économique et social français et les demandes qui proviennent de la base électorale passe par une rupture définitive avec le bloc de gauche, et la composition d'une nouvelle alliance qui réunirait, sur la base d'un fort engagement «réformateur» et pro-européen, les classes moyennes et supérieures jusque-là divisées par le clivage droite/gauche. C'est le projet porté dans la campagne électorale de 2017 par Emmanuel Macron, qui ne fait qu'explicitement l'objectif inavoué de la stratégie socialiste au cours des trente dernières années: la construction du bloc bourgeois.

Ce projet fait cependant face à un obstacle majeur, car les institutions de la V^e République gênent considérablement les possibilités de renouvellement des alliances politiques et incitent le Parti socialiste à (essayer de) renouveler le dialogue avec le bloc de gauche dès qu'une élection approche. Un nouvel aperçu en a été donné lors du débat pour la primaire socialiste. Il ne fait pas de doute qu'en présence d'un système proportionnel à l'allemande, le PS aurait opté depuis longtemps pour l'équivalent français d'une « grande coalition », ou tout au moins retrouvé les modalités d'alliance politique de la vieille SFIO ; les tentatives de trouver des « majorités d'idées » remontent à la IV^e République, lorsque le Parti communiste (et les groupes sociaux qu'il représentait) était durablement exclu des coalitions dominantes. Les institutions de la V^e République, en revanche, favorisent - le temps des campagnes électorales - la réactivation du clivage droite/gauche; et ce clivage implique une séparation des classes que le bloc bourgeois devrait réunir. Le Parti socialiste se retrouve donc dans une voie sans issue. Cela produit une situation paradoxale, dans laquelle le candidat qui exprime les positions les plus cohérentes avec la ligne idéologique et politique qui guide depuis plus de trente ans l'action du PS, Emmanuel Macron, ne se dit pas «socialiste» et se situe ostensiblement en dehors du périmètre du parti.

L'éclatement du bloc de gauche a aussi ouvert un espace politique pour qui se propose de représenter sa fraction populaire, plus que méfiante (à raison) à l'égard des promesses électorales socialistes, et exclue du bloc bourgeois. Il s'agit des ouvriers, des employés à faible qualification et des classes populaires salariées. Ces groupes, dont les attentes ont été négligées par la gauche «de

gouvernement», se sont progressivement retirés de l'échange politique en se réfugiant massivement dans l'abstention. Le quinquennat Hollande, notamment avec ses attaques contre les protections que le Code de travail prévoit pour les salariés, a permis à Jean-Luc Mélenchon d'avancer une offre politique nouvelle qui s'adresse prioritairement à cet électorat. De façon cohérente avec sa stratégie, le candidat de «La France insoumise» a non seulement rompu toute perspective d'alliance avec le PS, mais aussi refusé tout accord avec le Parti communiste (qui lui a apporté un soutien tardif et timide): c'est une façon d'acter l'incompatibilité entre deux projets, le bloc de gauche et le bloc bourgeois, et d'essayer d'ouvrir une perspective inédite. Mais là encore, les obstacles ne manquent pas. S'il veut que, à terme, la coalition sociale qu'il commence à construire ait une chance de s'imposer, Mélenchon devra l'élargir à d'autres groupes sociaux. Pour ouvrir une issue à la crise politique, l'appui de la fraction populaire de l'ancien bloc de gauche ne peut que constituer le socle de départ d'une alliance qui doit s'agrandir. Mais dans quelle direction cela pourra se faire est difficile à imaginer.

Une solution, pour Mélenchon, serait de s'adresser à l'ensemble des classes populaires, y compris donc à celles qui étaient auparavant intégrées au bloc de droite: sa rhétorique «populiste» et anti-élites laisse par moments imaginer que c'est la voie qu'il privilégie. Une alliance qui réunirait l'ensemble des classes populaires serait cependant traversée par des contradictions majeures et, selon nous, indépassables: à titre d'exemple, les attentes des travailleurs indépendants sur la protection sociale et la fiscalité sont à l'opposé de celles des classes salariées.

S'adresser aux catégories moyennes et supérieures du secteur public pour reconstituer le bloc de gauche serait une autre possibilité. L'obstacle évident sur cette voie porte le nom d'Union européenne. Il est faux de dire que les ouvriers et les employés à faible qualification sont culturellement hostiles à l'Europe et favorables à un repli nationaliste; mais ils refusent de prolonger une expérience qu'ils pensent inséparable de la réforme néolibérale du capitalisme français. De l'autre côté, les catégories favorisées du secteur public ne montrent aucun enthousiasme pour les réformes néolibérales, mais elles ne semblent pas prêtes à envisager une rupture ouverte avec l'Union européenne. Au cours des dernières années, toutes les tentatives de faire vivre le bloc de gauche ont dû faire face à cette contradiction. La promesse d'«une autre Europe possible», seule variable de médiation identifiée à ce jour entre des attentes en l'état inconciliables, a perdu toute crédibilité et donc toute efficacité politique.

Il est cependant probable que Mélenchon ne se pose pas le problème dans ces termes, car son objectif immédiat n'est vraisemblablement pas de réunir un bloc dominant, mais, plus raisonnablement, de construire une nouvelle hégémonie à gauche. Et il est vrai que, s'il arrivait à devancer le candidat socialiste, Mélenchon produirait une rupture majeure dans la dynamique politique française: pour la première fois depuis trente ans, la partie populaire de l'ancien bloc de gauche, négligée et poussée à l'abstention par l'action des gouvernements socialistes, et presque disparue de l'échange politique, retrouverait sa voix, et une voix majoritaire à gauche. Ce qui modifierait sensiblement la donne pour les affrontements politiques à venir.

L'alliance sociale, à droite, n'est pas non plus sans faiblesses. Les travailleurs indépendants, les commerçants, les artisans, les petits entrepreneurs et les cadres supérieurs demandent depuis trois décennies d'adopter la référence thatcherienne: soit une forte libéralisation du marché du travail et une attaque frontale contre les institutions de la protection sociale en vue d'une réduction sensible de la fiscalité. Mais la fraction salariée de l'alliance, notamment les catégories intermédiaires du secteur privé, s'oppose à un virage libéral aussi brutal. En l'absence d'une stratégie de médiation, la droite française hésite régulièrement entre un durcissement libéral et un conservatisme rassurant.

De ce point de vue, la désignation de Fillon comme candidat à la présidentielle sur la base d'un programme de démantèlement de l'assurance maladie et de la Sécurité sociale, éléments centraux

du modèle social et économique français, apparaît moins comme une rupture que le prolongement d'une dynamique faite de revirements continus: avec le François Fillon de la primaire, on retrouve à peu de chose près les positions du très libéral Chirac de 1986. Le même Chirac - figure emblématique de la droite française - qui accédera quelques années plus tard à la présidence de la République sur la base d'un programme (jamais appliqué) de lutte contre la «*fracture sociale*», qui choisira ensuite Alain Juppé pour diriger un gouvernement dont l'ambition était de mener une série de réformes néolibérales, et qui concluait en 2005 que «*le libéralisme ce serait aussi désastreux que le communisme*». Évidemment, dans une situation de crise ouverte et de forte fragmentation politique, le programme thatchérien de Fillon peut suffire pour rallier les soutiens suffisants à remporter l'élection; mais tout indique que ses chances de réunir sur ces bases un bloc dominant - c'est-à-dire d'enclencher une dynamique de renforcement mutuel entre politiques publiques et soutien électoral - sont aussi faibles que celle de Chirac en 1986 ou de Juppé en 1995.

Il faut au passage souligner que l'opposition à chaque tentative plus ou moins brutale de la droite d'orienter les institutions du capitalisme français vers le modèle anglo-saxon a été bien plus le fait de mouvements sociaux que de la gauche parlementaire: en toute probabilité, les choses n'en iraient pas autrement en 2017 si Fillon venait à gagner et si, ensuite, il essayait de traduire en action son programme (ce dont il est aussi permis de douter, la droite française n'étant pas à un revirement près). Cependant, il est vrai que les vingt dernières années ont été caractérisées par des évolutions importantes. D'une part, le Parti socialiste a découragé la base de gauche et tout fait pour accréditer l'idée qu'il n'y a pas d'alternative à la réforme néolibérale. D'autre part, le front syndical porte les marques de la stratégie - partagée par la droite et le PS - visant à séparer les syndicats soi-disant «réformistes» des syndicats dits «contestataires»; et ce front syndical apparaît donc plus divisé que jamais. Si l'opposition principale à une éventuelle stratégie thatchérienne viendrait sans doute du mouvement social, il est difficile de savoir si celui-ci aurait la même force que dans les années 1990.

Mais le vrai problème politique de la stratégie annoncée par Fillon est celui-ci : une réforme rapide du capitalisme français dans un sens néolibéral serait destinée, du moins à moyen terme, à provoquer des tensions à l'intérieur même du bloc de droite. On ne peut exclure qu'une éventuelle stratégie thatchérienne surmonterait l'obstacle d'une opposition sociale, de «gauche», qui pourrait se révéler plus faible que par le passé; mais elle échouerait, en toute probabilité, à reproduire le soutien dont elle a besoin pour s'imposer, à cause du mécontentement de la fraction du salariat affiliée à la droite.

Le Front national s'est nourri de la crise de la droite et, dans une moindre mesure, de celle de la gauche. Il est difficile de reconnaître la moindre cohérence dans le parcours d'un parti qui, au cours des trente dernières années, a fait preuve avant tout d'un remarquable transformisme. Les évolutions frontistes s'expliquent par la volonté systématique et constante d'accueillir tous les déçus, et ils sont nombreux, de l'action des partis «de gouvernement». Thatchérien quand la droite rechigne à mener les réformes néolibérales, soucieux des services publics quand le Parti socialiste s'y attelle, le Front national n'est pas à une contradiction près lorsqu'il s'agit d'intercepter le soutien des groupes qui, pour des raisons variées, s'éloignent du bloc de droite comme du bloc de gauche.

Le FN, dans son parcours tortueux, a identifié dans le «souverainisme» un thème fédérateur, en mesure de donner une expression au rejet d'une Europe perçue, parmi certains groupes sociaux affiliés à droite, comme facilitant les flux migratoires et multipliant les contraintes bureaucratiques ; et, parmi d'autres groupes historiquement représentés par la gauche, comme facteur d'impulsion des réformes néolibérales. Profondément divisé, à la fois dans son électorat et parmi ses dirigeants, sur l'ensemble des thèmes économiques (fiscalité, protection sociale, marché du travail...), le Front national ne trouve son unité que dans la défense d'une «identité française» et d'une «laïcité» aux définitions incertaines et stigmatisantes: des thèmes dont la fonction essentielle est de rendre présentable un discours ciblant les minorités les plus diverses, désignées comme les boucs

Il est évident que, dans l'hypothèse d'une accession de Marine Le Pen au pouvoir, rien ne pourrait contenir les contradictions éclatantes de son programme économique. Une expérience de gouvernement conduirait à un affrontement majeur entre les dirigeants du FN sur l'action à mener, et sur le choix de la partie de l'électorat frontiste à sacrifier. La défense de la protection sociale promise à une fraction de la base n'étant pas compatible avec la brutalité de la réforme libérale attendue par l'électorat traditionnel du parti, on ne peut imaginer qu'une victoire du FN à la présidentielle constituerait une avancée vers la solution de la crise politique française.

La crise configure ainsi un paysage politique fragmenté, dans lequel s'affrontent des projets multiples mais fragiles, car impuissants à identifier les variables de médiation nécessaires à réunir un bloc dominant. En l'absence d'une alliance sociale dominante, nous l'avons écrit, les institutions qui définissent le modèle français sont appelées à être remises en cause. C'est seulement au prix d'une redéfinition, produite par des changements institutionnels, de l'espace à l'intérieur duquel les acteurs politiques peuvent élaborer leurs stratégies qu'une solution sera trouvée à la crise. Plus profondément, le changement institutionnel impliquera une modification de la structure sociale française. Qu'on songe par exemple aux effets de moyen terme sur le profil et la force des groupes sociaux en présence, et sur les demandes politiques qu'ils expriment, qu'auraient l'abolition du statut général de la fonction publique ou la précarisation généralisée de la relation salariale. C'est à des conflits de cette ampleur, et à leurs conséquences, qu'il faut s'attendre. Dans un futur proche, certains compromis institutionnalisés se déliteront sous l'impulsion de l'action politique, et le conflit social et politique s'élargira à des domaines qui en étaient préservés. L'insertion internationale de la France, ses rapports avec l'Union européenne, le régime monétaire, le rapport salarial, la protection sociale, le rôle de l'État dans l'économie sont autant de domaines institutionnels susceptibles d'évolutions importantes au cours des prochaines années.

Aucune sorte de déterminisme ne peut annoncer quelles institutions seront modifiées, et dans quel sens. L'avenir du modèle économique social et français se joue dans un conflit politique dont l'issue est liée à la capacité des projets en compétition de définir avec clarté les alliances sociales qu'ils se proposent d'agréger, d'identifier les variables de médiation nécessaires et efficaces entre les intérêts qui les composeront, d'impulser les changements institutionnels fonctionnels à la construction de la nouvelle hégémonie sociale.